« Il y a de quoi s'inspirer »

ALLEMAGNE Le roi Philippe en visite pour apprendre les bonnes pratiques

▶ Philippe et la délégation belge ont visité le centre de formation en alternance du groupe Lhoist.

▶ Le mécanisme permettrait de faire reculer le chômage des jeunes.

REPORTAGE

WÜLFRATH

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

C'est au centre de formation en alternance du groupe Lhoist, à Wülfrath, que le roi Philippe a terminé son voyage d'études en Allemagne. Le souverain a passé deux jours dans ce pays à la tête d'une délégation composée de huit ministres de tous les niveaux de pouvoir, de représentants des partenaires sociaux et du milieu enseignant. Côté politique, pour les francophones, Joëlle Milquet (Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles), Didier Gosuin (Emploi à Bruxelles), Eliane Tillieux (Emploi à la Région wallonne) et Willy Borsus (Classes moyennes au fédéral) étaient de la partie.

Jeudi, l'équipe belge était à Berlin pour une série de tables rondes avec les représentants officiels allemands. Vendredi, l'ambiance était nettement moins institutionnelle. Après un passage express à Düsseldorf, tous les membres de la délégation se sont retrouvés, munis de casques de chantier et de vestes fluo, au cœur du sujet, au centre de formation en alternance de Lhoist.

Le groupe belge est le premier producteur de chaux et de dolomie au monde. Le centre de Wülfrath – situé sur le site industriel – a démarré ses programmes de formation en alternance en 1950. Chaque année, il forme une septantaine d'apprentis en ingénierie, mécanique industrielle et électricité. Les formations durent entre deux et quatre ans.

Dans la première salle, une dizaine d'étudiants planchent sur des circuits électriques. Nadja, 19 ans, se réjouit de pouvoir varier formation théorique et apprentissage sur le terrain. « *J'étudie un jour par semaine et travaille ici pendant les quatre restants*, explique la jeune femme. *Je suis ravie de faire cette formation, je ne me voyais pas encore rester cinq jours sur cinq derrière un banc d'école.* » Nadja pourra peut-être, à la fin de sa formation, être engagée par Lhoist : 85 % des apprentis ont cette chance. Avant de nous quitter, elle précise : « *Etudier pour être électricienne, c'est très bien vu en Allemagne !* » Une claque pour la Belgique, où les formations qualifiantes sont souvent perçues comme la dernière étape de la relégation scolaire. Plus loin, Alexander, 20 ans, rêve d'un diplôme d'ingénieur et semble lui aussi ravi de mettre la main à la pâte.

Le roi Philippe ici en compagnie d'un jeune apprenti allemand en formation au sein du groupe Lhoist, ce vendredi. © BELGA.

Visite des carrières d'extraction de chaux

Après la découverte des ateliers, la délégation belge a pris la direction des carrières d'extraction de chaux et a assisté à un tir au canon. Tous les acteurs – syndicats, patrons, ministres, représentants du monde enseignant – ont visiblement apprécié la visite. Certaines idées leur semblent importables en Belgique, pas telles quelles bien sûr, mais il y a « *de quoi s'inspirer* », nous dit-on tous secteurs confondus (lire ci-dessous).

Il ne reste plus qu'à espérer que la réflexion lancée par ce voyage et par le roi Philippe lui-même continue de faire son chemin en Belgique. Cela pourrait être une bonne nouvelle pour les jeunes Belges : on est, chez nous, loin du taux de chômage des moins de 25 ans de 7 % qu'on observe en Allemagne. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

LES MOYENS

Patrons et Etat ne lésinent pas

L'Allemagne ne lésine pas sur les moyens pour former ses jeunes. Environ 500.000 apprentis bénéficient chaque année de la formation, pour un budget total de 24 milliards d'euros. L'Etat investit environ 18.000 euros par an par étudiant. Le centre de formation du groupe Lhoist, visité par la délégation belge ce vendredi, investit 8.000 euros par apprenti. Dire que la Belgique est totalement à la traîne en matière de formation n'est pas exact. En Wallonie, par exemple, les diplômés de l'IFAPME connaissent un grand succès sur le marché de l'emploi. 86 % d'entre eux ont été embauchés moins de 6 mois après la fin de leur formation. En termes de création d'activité, 40 % des apprenants ont créé leur propre entreprise. Mais seuls 5 % des Wallons s'intéressent à ce type de formation, contre 15 % en Allemagne.

réactions « La formation, un investissement »

L'image est pour le moins originale : le Roi, huit ministres de tous les niveaux de pouvoirs, des acteurs clés des milieux syndicaux, enseignants et de l'entrepreneuriat, tous en blouse fluo et avec des casques, sur le site des carrières d'extraction de chaux. Nous en avons profité pour sonder les représentants de divers secteurs sur les leçons à tirer de ce voyage d'études sur l'enseignement en alternance.

« *C'est intéressant de découvrir un mode d'apprentissage qui donne de l'espoir et des perspectives aux jeunes*, se réjouit d'emblée Marc Becker, secrétaire national de la CSC. *Je suis positivement étonné par l'investissement réalisé par les employeurs dans le mécanisme. Ils considèrent la formation des jeunes comme un investissement et non comme un coût. S'il y a un message à faire passer en Belgique, c'est celui-là.* »

« De plus, en Allemagne, il y a une sélection des apprentis »

ROBERTO GALLUCCIO

Il estime que tout le monde doit prendre ses responsabilités, mais plus particulièrement les employeurs. Le financement du système allemand de formation en alternance est assuré tant par les entreprises que par l'Etat. Lhoist, par exemple, prend en charge les rémunérations versées aux apprentis, le coût des formateurs, le matériel et les vêtements de travail, tandis que l'Etat finance les formations dans les écoles professionnelles.

Du côté des entreprises, on manifeste l'envie de se mettre autour de la table pour avancer. Philippe Godfroid, président de l'Union des classes moyennes (UCM), note : « *Ce mécanisme a permis de ramener le chômage des jeunes en dessous de 10 % en Allemagne, on ne peut pas y être insensible ! Il y a vraiment de quoi être inspiré.* » Il souhaiterait un système simple qui ne rebute pas les employeurs. Même son de cloche du côté de Jean-Claude Daoust, ancien président du Beci (entreprises bruxelloises). « *En Belgique, je pense que des entreprises voudraient former des jeunes mais ne le font pas parce qu'elles sont mal informées ou craignent les obstacles.* » Il estime qu'il y a du travail à faire au niveau du statut des apprentis.

Jean-Claude Daoust, ancien président du Beci. © BELGA.

Tout est-il si rose dans le monde de l'enseignement en alternance ? Pour le secrétaire national de la CSC, il faut rester prudent : « *Attention à former des jeunes à des compétences et à un métier, et non pas à un poste au sein d'une entreprise particulière !* » Côté scolaire, Roberto Galluccio, administrateur délégué de l'enseignement officiel neutre subventionné (CPEONS), souligne pour sa part deux risques : celui d'un manque de polyvalence des jeunes et d'une formation humaniste moins mise en évidence. « *De plus, en Allemagne, il y a une sélection des apprentis. Donc il y a aussi un nombre important de jeunes qui ne seront jamais impliqués dans le processus.* »

Bref : si le modèle allemand n'est ni parfait, ni transposable tel quel, tous les acteurs semblent prêts à se mettre autour de la table pour avancer. Reste que la matière est éclatée entre différents niveaux de pouvoir : la formation dépend des Régions, l'enseignement des Communautés, les cotisations sociales et patronales du fédéral. L'initiative royale a réussi le tour de force de réunir tous les partenaires pour tenter de faire avancer les choses. ■

A.-C.B.

21427170